

## Le syndicalisme majoritaire dévaforable au collectif « Sauvons les fruits et légumes »

Alors que le « paquet pesticides » doit passer à l'examen du Parlement européen le 13 janvier, les deux fédérations de producteurs de fruits et légumes liées à la FNSEA ne soutiennent pas le collectif « Sauvons les fruits et légumes ». Les Producteurs de légumes de France, notamment, estiment que cette association informelle, qui cherche à sensibiliser les élus sur les impasses techniques dues à la suppression des molécules phytosanitaires, n'a pas la bonne stratégie face au problème des phytos.

Les Producteurs de légumes de France, nouveau nom de la Fédération française des producteurs de légumes, et la Fédération française des producteurs de fruits (FNPF), ne soutiennent pas le collectif « sauvons les fruits et légumes », mouvement sans structure juridique, qui fait du lobbying auprès des parlementaires français et européens. À quelques jours de l'examen du « paquet phytos » au Parlement européen le 13 janvier, Angélique Delahaye, la présidente de Producteurs de légumes de France, considère que le collectif « n'a pas la bonne ligne stratégique ». « Nous ne cautionnons pas l'attitude qui consiste à dire : "hors des phytos, point de salut" et "les phytos ne sont pas dangereux" ». Pour elle, l'action du collectif est « contre-productive », car elle va surtout nuire à l'image des producteurs.

De son côté, la FNPF indique qu'elle va recruter une personne qui sera à plein temps employée pour défendre les positions de la profession dans les milieux parlementaires notamment.

### **Le collectif : ses membres, ses objectifs**

Le collectif « Sauvons les fruits et légumes » est composé de 50 à 60 représentants de l'organisation économique par produits, à travers les anciens comités économiques, supprimés le 31 décembre 2008 et peu à peu remplacés par les associations d'organisations de producteurs. Il compte aussi parmi ses membres des élus et des scientifiques. Il dénonce l'absence de prise en compte dans le paquet pesticides des petites productions, qui du coup ne sont pas couvertes par la protection chimique des plantes.

Bernard Géry, producteur de mâche près de Nantes, est le président du collectif « Sauvons les fruits et légumes », qui s'adresse aux parlementaires ; il est aussi le porte-parole professionnel de Forum Phyto, le pendant technique du collectif. Bernard Géry estime que son mouvement « part des réalités du terrain » : « *Quand nos cahiers des charges vis-à-vis de nos clients ne peuvent plus être honorés, parce que les molécules pour traiter sont interdites, que fait-on ?* ».

#### **Angélique Delahaye : utiliser les techniques alternatives « dès maintenant, là où c'est possible »**

« **S**i l'on veut que les productions de fruits et légumes continuent d'exister, il faut intégrer les attentes des consommateurs » qui veulent avec moins de phytos, même si tout ne peut pas être amélioré d'un coup, a déclaré Angélique Delahaye dans un entretien avec Agra. Les exemples d'avancées des cultures alternatives ne manquent pas, a-t-elle précisé, mentionnant la réussite des cultures maraîchères avec des

méthodes agri-environnementales dès les années 1990 dans le Val de Saire (Basse Normandie), les méthodes du réseau Farre (Forum de l'agriculture raisonnée respectueuse de l'environnement), et les expérimentations de l'Inra avec le programme Piclég (Production intégrée en cultures légumières). Ces techniques alternatives à la lutte chimique doivent être utilisés « dès maintenant, là où c'est possible ».

*« Demain la production de pommes de terre de Noirmoutier disparaîtra, faute de nématocides. Dans d'autres régions, les producteurs peuvent pratiquer des rotations, mais sur un territoire exigü comme Noirmoutier, le cas est différent », explique-t-il. « Je ne suis pas idéologue, je suis paysan, je vis la réalité au quotidien », conclut-il.*

(MN)